

## Elsa Triolet, deux mois après ?

Lundi 17 juin, deux mois après l'intrusion violente de trois individus dans notre établissement, un collègue enseignant a été agressé et intimidé par un groupe de jeunes à la sortie du collège. Parmi eux, le protagoniste principal de l'intrusion du 11 avril 2019. Ce jeune avait croisé notre collègue, entendu comme témoin de l'intrusion, au commissariat lors de sa déposition.

Aujourd'hui, deux mois après cette intrusion qui avait mobilisé les autorités et les médias, notre collègue est de nouveau secoué par un incident inacceptable.

Aujourd'hui, deux mois après, où en sommes-nous ?

Au lendemain de l'intrusion, M Auverlot, recteur de l'académie de Créteil, nous avait assuré de son soutien dans ce « moment d'émotion légitime », M Sébille, directeur académique adjoint, nous avait assuré que ses services étudieraient nos demandes de moyens humains, financiers et pédagogiques, le Département de Seine Saint Denis, par la voix de M. Hanotin, nous avait assuré tout mettre en œuvre pour permettre la sécurisation de notre établissement, notamment par l'aménagement des accès autour du collège dès les vacances de printemps.

Aujourd'hui, deux mois après, rien n'a changé.

Aucun des travaux promis n'a été engagé ni même officiellement prévu pour sécuriser l'établissement.

Un audit de vie scolaire a été fait donnant lieu à des préconisations demandant aux personnels déjà mobilisés d'en faire plus, toujours plus pour pallier les manques évidents de l'institution et ne répondant en aucun cas aux problèmes et difficultés structurels que rencontrent notre territoire et notre établissement.

Aucun moyen de surveillance et d'encadrement supplémentaire n'a été alloué.

Aucun moyen pédagogique supplémentaire, pour faire réussir au mieux nos élèves, n'a été alloué.

Les personnels se sont de nouveau mobilisés et les services départementaux ont refusé de les recevoir.

Pour rappel :

- 10% d'heures d'enseignement en moins depuis 2012 alors que les effectifs ont augmenté : 100 élèves en plus et une suppression de poste de français à la rentrée 2019
- 1 assistant-e d'éducation pour 70 élèves, 2 CPE pour 578 élèves dans un bâtiment qui n'est pas adapté à la vie d'un collège d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, deux mois après, nous faisons de nouveau face, seuls, à une mise en danger de l'un d'entre-nous.

Quelle sera la prochaine étape ? Un passage à tabac d'un des personnels du collège ? Une intrusion encore plus violente que la précédente ? Un accident impliquant un élève sorti sans autorisation car notre collège est un gruyère et que l'on nous accuse de défaut de vigilance ?

Nous ne pouvons accepter plus longtemps les conditions matérielles et humaines dans lesquelles nos élèves vivent et étudient.

Nous ne pouvons accepter plus longtemps les conditions matérielles et humaines dans lesquelles, nous, personnels d'enseignement, d'éducation et d'encadrement, vivons et travaillons.

Aujourd'hui, deux mois après, ce n'est plus un « moment légitime d'émotion » mais un ras-le-bol.

De ce fait, nous exigeons immédiatement :

- Le classement en REP+ avec les moyens qui vont avec,
- Des moyens en Vie scolaire : un 3ème poste de CPE et deux postes d'Assistant-e d'Education
- La baisse du nombre d'élèves par classe et un abondement de 81h pour favoriser les effectifs réduits et l'encadrement des élèves.
- Des travaux de sécurisation du collège et des abords répondant à nos besoins durant les vacances d'été
- Des personnels médico sociaux à temps plein sur l'établissement.

Aujourd'hui, deux mois après, nous ne pouvons plus nous résigner, vous devez agir.

Nous serons en grève le mardi 25 juin à l'occasion du comité technique du département consacré aux moyens de Vie Scolaire afin de faire entendre nos revendications. Nous appelons les parents des élèves à nous rejoindre lors d'un rassemblement à cette occasion devant la DSDEN (8 rue Claude Bernard à Bobigny) à 9h. Si nos revendications ne sont pas satisfaites, nous mettrons en débat la reconduction de la grève pour la remise des bulletins, le passage des épreuves du Brevet et leur correction.

Contacts presse : Corinne Olivier : 0635903702 – Iñaki Echaniz : 0632077213 – Maud Valegeas : 0613918971